

MANIFESTE DU COLLECTIF DE SOLIDARITE FRANCE-BRESIL

Les signataires de ce manifeste condamnent fermement le coup d'Etat déclenché au Brésil, le 17 avril 2016.

A cette occasion la Chambre des députés a bafoué la démocratie de son pays aux yeux du monde, en approuvant, sans justification légale, sans aucune preuve « de crime de responsabilité » ni de corruption, cette manœuvre politico-juridique de coup d'Etat institutionnel à l'encontre de la Présidente Dilma Rousseff.

Sous prétexte de « combattre la corruption », Michel Temer et son gouvernement par intérim cherchent surtout à couvrir les corrompus, comme en témoignent deux de ses complices.

En vérité, les mêmes qui ont déclenché ce processus de destitution sont concernés, font l'objet d'investigations ou ont déjà été reconnus coupables de corruption: on compte 37 d'entre eux sur les 65 membres de la Commission spéciale de destitution ; 49 sur 81 sénateurs et 303 sur 513 députés au Congrès. Des juges du Tribunal Suprême Fédéral, fervents défenseurs de la destitution, sont eux-mêmes très compromis avec ces politiciens corrompus et partisans du coup d'Etat. Le gouvernement par intérim n'échappe pas à cette mascarade, 8 de ses ministres sont cités dans des affaires de corruption, et 3 d'entre eux ont été démis de leurs fonctions à peine nommés. Michel Temer, le président provisoire, est lui-même, cité dans de nombreuses affaires de corruption.

Les premières mesures de ce gouvernement sont éloquentes quant à son objectif : suppression immédiate du ministère de la Culture, et du ministère des Femmes, de l'Égalité Raciale et des Droits de l'Homme ; remise en cause, voire suppression, de programmes sociaux, touchant à l'éducation, à la santé et aux droits du travail. Autant de mesures qui portent gravement atteinte à l'ensemble de la société brésilienne et surtout aux plus fragiles du point de vue économique et social.

Ce coup d'Etat institutionnel, après ceux du Honduras et du Paraguay, ne date pas d'hier. Le capital financier national et international ne souffre pas que l'on touche à ses intérêts, en cherchant des appuis auprès de la bourgeoisie oligarque et réactionnaire. Le renouvellement de plateforme de programmes sociaux qui ont fait sortir de la misère et de la pauvreté extrême 46 millions de Brésiliens leur est devenu insupportable. Il en est de même de l'appropriation par l'Etat des richesses pétrolières du pays contre les intérêts privés brésiliens, nord-américains et internationaux. Il leur fallait mettre un terme à la contribution du Brésil à la construction d'un nouvel ordre multipolaire et multilatéral international.

L'effondrement de la démocratie brésilienne aurait des conséquences néfastes pour toute l'Amérique latine.

Nous, en France, qui défendons la démocratie, qui sommes partisans de la souveraineté du peuple brésilien, manifestons notre rejet le plus vif de ce gouvernement qui ne représente pas les résultats du vote des électeurs, ni la diversité socio-culturelle et multiraciale brésilienne.

Nous dénonçons la répression et la criminalisation des mouvements populaires en cours.

Nous demandons le retour à la normalité démocratique et le respect des principes constitutionnels qui garantissent la continuité du mandat de la présidente légitimement élue (51,65 %, soit près de 54,5 millions de votes).

L'alternance politique doit s'exprimer par les urnes et non pas par des coups de force de groupes économiques et politiques.

Paris, 08 juin 2016

Alerte Honduras, Amis du Mouvement des Sans Terre, Autres Brésils, Cellule du Parti des Travailleurs à Paris, Collectif Paraguay, France Amérique Latine, Mouvement Démocratique 18 Mars (MD18), Parti Communiste Français,

Collectif de solidarité France Brésil

collectifsolidaritebresil@riseup.net

<https://www.facebook.com/collectifsolidaritebresil/>